

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

R.C commun aux lots

Le Pouvoir Adjudicateur : I.N.S.A.

I.N.S.A.
Pôle Marchés
135 Avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Procédure adaptée
En application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

MARCHE N°2025-002:

**Travaux de construction de la halle de transfert technologique -
Bâtiment B44**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
5 mai 2025 à 12h00













IMPORTANT : SEULS LES DEPOTS DEMATERIALISES SONT AUTORISES

Organisme de publicité : PLACE, BOAMP

Service instructeur : «Service Infrastructures»

Version du document : (19/03/2025) date de publication du DCE

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Marché public de Travaux</p> <p><u>Objet</u> : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>INSA TOULOUSE 135 avenue de Rangueil 31077 - TOULOUSE Cedex 4</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.</p>
	<p>Le marché est divisé en 6 lots.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p>www.marches-publics.gouv.fr</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Une négociation est prévue.</p>
	<p>La visite du site est obligatoire.</p>
	<p>Les informations concernant les variantes sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 45000000-7 : Travaux de construction</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR.....	4
1.1. Nom et adresse officiels de l'acheteur	4
1.2. Type d'acheteur public	4
1.3. Autres intervenants.....	4
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
2.1. Objet de la consultation	4
2.2. Codes CPV	5
2.3. Durée du marché	6
ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	7
4.1. Procédure de passation.....	7
4.2. Allotissement	7
4.3. Renseignements complémentaires	7
4.4. Visite de site	7
ARTICLE 5 - PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE	8
5.1. Dossier de candidature.....	8
5.2. Sous-traitance	9
5.3. Groupements d'opérateurs économiques	9
ARTICLE 6 - PRÉSENTATION DE L'OFFRE	10
6.1. Présentation du dossier d'offre.....	10
6.2. Variantes.....	10
6.3. Prestations supplémentaires éventuelles.....	11
6.4. Délai de validité	11
ARTICLE 7 - CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	11
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE REMISE DES PLIS	13
ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 11 - LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	16
ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE	17

Article 1 -

Acheteur

1.1. Nom et adresse officiels de l'acheteur

I.N.S.A. de Toulouse
135 Avenue de Ranguel
31077 TOULOUSE CEDEX 4
Télécopie : 05 61 55 95 00
Site internet : <http://www.insa-toulouse.fr>

1.2. Type d'acheteur public

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

1.3. Autres intervenants

La maîtrise d'œuvre et la mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination sont assurées par le groupement conjoint dont le mandataire solidarité est:

SARL D'ARCHITECTURE TRIPTYQUE
ANGER / DEBAILLEUL / GRILLET
81 rue du Férétra – 31400 TOULOUSE
SIRET 452 575 509 00032

Le contrôle technique est assuré par:

SOCOTEC CONSTRUCTION SAS
Siège : 5 place des Frères Montgolfier
78280 GUYANCOURT
Agence : 3 rue Jean Rodier
BP 34012
31028 TOULOUSE
SIRET : 83415751300922

La mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (SPS) est confiée à :

QUALICONSULT SECURITE
Agence de Toulouse
1 Rue de la Paderne
31170 TOURNEFEUILLE
SIRET 403 200 256 00564

Article 2 -

Dispositions générales

2.1. Objet de la consultation

Objet des travaux : La présente consultation a pour objet la construction de la halle de transfert technologique (Bâtiment 44) sur le site de Toulouse.

Le campus de l'INSA Toulouse dispose de plusieurs bâtiments dédiés à la recherche en biotechnologies. Ce nouveau bâtiment contribuera à valoriser la recherche dans ce domaine en permettant à plusieurs entités présentes sur site d'utiliser des plateformes technologiques communes mais également de créer des synergies entre les laboratoires de l'INSA, des start-ups innovantes et des partenaires industriels.

L'emprise au sol de la future Halle technologique est identique à l'emprise du bâtiment existant démoli afin de limiter les impacts sur les espaces extérieurs, soit environ 1 000 m² d'emprise au sol.

Les surfaces totales dévolues au projet sont de l'ordre de 3 660 m² de surfaces planchers réparties sur 3 niveaux, avec :

- RDC complet de 1008m² et R+1 partiel de 728m² : ces deux niveaux sont dédiés au pôle technologique. Le R+1 est partiel afin de proposer une hauteur sous plafond de la halle industrielle en

adéquation avec les besoins des usagers et des équipements scientifiques accueillis. La halle et les annexes techniques associées sont impérativement de plain-pied (chambres froides, fermenteurs, local chaudière process / produits chimiques / traitement d'eau / maintenance / déchets ...), tandis que les laboratoires, salles spécialisées et autres locaux (salle blanche, locaux de préparation, laveries, vestiaires, salle de détente ...) se répartissent sur les deux niveaux en fonction des contraintes de process. La halle industrielle bénéficie d'un accès livraisons largement dimensionné.

- R+2 de 1000m²: le plateau est dédié à l'accueil d'entreprises partenaires en proposant des modules de bureaux et de laboratoires pré-équipés de différentes tailles. Ce niveau est indépendant de la halle technologique et bénéficie de ses propres annexes techniques (laverie, locaux de préparation) et de locaux communs à l'étage (sanitaires, salle de réunion, salle de détente).
- R+3 de 922m²: le plateau est dédié à l'accueil d'entreprises partenaires start-up en proposant des modules de bureaux et de laboratoires pré-équipés de différentes tailles. Ce niveau est indépendant de la halle technologique et bénéficie de ses propres annexes techniques (laverie, locaux de préparation) et de locaux communs à l'étage (sanitaires, salle de réunion, salle de détente).
- Toiture technique: Avec des appareillages de CVC et environ 205m² de panneaux photovoltaïques.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Le marché est à prix global et forfaitaire.

Le marché est divisé en lots comme suit :

~~Lot 1 "VRD / RESEAUX / DIVERS / ESPACES VERTS"~~

~~Lot 2 "GROS OEUVRE"~~

~~Lot 3 "CHARPENTE BOIS"~~

Lot 4 "FACADES"

~~Lot 5 "ETANCHEITE"~~

~~Lot 6 "MENUISERIES EXTERIEURES"~~

~~Lot 7 "SERRURERIE"~~

~~Lot 8 "MENUISERIES INTERIEURES"~~

~~Lot 9 "PLATRERIE"~~

~~Lot 10 "CLOISONS LABORATOIRE"~~

~~Lot 11 "SOLS DURS / FAIENCES"~~

~~Lot 12 "SOLS SOUPLES"~~

~~Lot 13 "PEINTURES INTERIEURES"~~

~~Lot 14 "ASCENSEUR"~~

~~Lot 15 "COURANT FORTS / COURANTS FAIBLES"~~

Lot 16 "PHOTOVOLTAIQUE"

Lot 17 "DETECTION GAZ"

~~Lot 18 "CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRE"~~

~~Lot 19 "EQUIPEMENTS DE CHAMBRES FROIDES"~~

Lot 20 "FLUIDES SPECIAUX"

Lot 21 "CHAUFFERIE VAPEUR"

Lot 22 "DISTRIBUTEUR DE VAPEUR"

~~Lot 23 "MOBILIER DE LABORATOIRE"~~

Ce marché concernant uniquement les lots 4, 16, 17, 20, 21 et 22.

Les autres lots font l'objet d'une autre procédure conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique (Appel d'offres ouvert).

2.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 45000000-7 - Travaux de construction

Code(s) CPV secondaire(s) :

Lot n° 4 : FACADES

45443000-4 - Travaux de façade

Lot n° 16 : PHOTOVOLTAIQUE

- 45261215-4 - Travaux de couverture de panneaux solaires
Lot n° 17 : DETECTION GAZ
38543000-3 - Matériel de détection de gaz
Lot n° 20 : FLUIDES SPECIAUX
45231221-0 - Travaux de construction de canalisations d'alimentation en gaz
Lot n° 21 : CHAUFFERIE VAPEUR
51130000-2 - Services d'installation de générateurs à vapeur, de turbines, de compresseurs et de brûleurs
51131000-9 - Services d'installation de générateurs à vapeur
Lot n° 22 : DISTRIBUTEUR DE VAPEUR
51130000-2 - Services d'installation de générateurs à vapeur, de turbines, de compresseurs et de brûleurs
51131000-9 - Services d'installation de générateurs à vapeur

2.3. Durée du marché

Pour chaque lot: La durée globale du marché court à compter de sa notification jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Délai d'exécution :

Pour chaque lot, le délai d'exécution (y compris période de préparation) est celle définie par le planning fourni dans le DCE, à compter de la notification du marché.

Période de préparation :

Pour chaque lot, une période de préparation de 2 mois est prévue.

Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

* Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à cinq jours.

* Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le titulaire dans son offre. Il prend en compte le cadre fixé dans le calendrier prévisionnel d'exécution fourni par le Maître d'ouvrage au DCE.

Le calendrier initial mentionné ci-dessus, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les titulaires de même que les modifications et ajustements apportées en cours d'exécution.

La durée globale d'exécution mentionnée ci-dessus, peut être modifiée par avenant et le nouveau calendrier est notifié à tous les lots de même que les modifications et ajustements apportées en cours d'exécution.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents lots concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite de la durée globale du marché. Le calendrier modifié est notifié par ordre de service à tous les lots.

Prestations similaires : Chaque lot pourra faire l'objet de prestations similaires. En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

Tranches : Pas de tranches

Article 3 - Dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes


- ✓ **Pièces administratives**
 - Modèle de formulaire DC1, DC2 et DC4 pré-remplis ;
 - Règlement de la consultation ;
 - Acte d'engagement (AE- Formulaire ATTR11), par lot
 - La décomposition du prix global et forfaitaire par lot,
 - Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots
- ✓ **Les pièces techniques et graphiques** dont la liste est jointe dans le DCE

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (références de la consultation : **n°2025-002**).

Lien direct :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> (références de la consultation : n°2025-002).

Rubrique :

 Je m'authentifie / Je m'inscris

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 5 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Article 4 - Conditions de la consultation

4.1. Procédure de passation

Conformément aux articles des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique, le marché est passé en procédure adaptée.

4.2. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

Le maître d'ouvrage ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

4.3. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : www.marches-publics.gouv.fr

4.4. Visite de site

La visite du site par les entreprises est **OBLIGATOIRE pour les lots 20 et 21**

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation en annexe correctement complétée.

Dates de visite:

- 01/04/2025 à 15h00

- 10/04/2025 à 14h00.

Les candidats doivent impérativement s'inscrire au préalable à l'adresse suivante en indiquant le créneau retenu :

pole-marches@insa-toulouse.fr

Article 5 -**Présentation de la candidature****5.1. Dossier de candidature**

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité juridique du candidat	Lot
1	« Lettre de candidature – désignation du mandataire par ses « cotraitants » (imprimé DC1), ou équivalent sur papier libre, dûment complété et signé par le candidat, et le cas échéant par chaque membre du groupement.	Tous les lots
2	Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat : Kbis de moins de 6 mois. Si le signataire du DC1 n'est pas le représentant légal, la délégation de pouvoir ou de signature datée et signée en original	
3	Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet	

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une <u>déclaration</u> indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	Tous les lots
2	Une <u>description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique</u> dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.	Tous les lots
3	Une <u>liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années</u> , assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.	Tous les lots
4	Un <u>certificat de qualification professionnelle</u> établis par un organisme indépendant (ou équivalent): - Qualibat 3811 (Lot 04) - RGE QualiPV supérieur à 36kVA (Lot 16) - Qualibat 7112, 7113 (Lot 21) - Qualibat 7112, 7113 (Lot 22)	Lot 4, Lot 16, Lot 20, Lot 21, Lot 22

Examen des candidatures :

Pour chaque lot, les candidats doivent répondre aux exigences décrites à l'article L2142-1 du Code de la Commande Publique sous peine de rejet de leur candidature et de leur offre.

Les capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières des candidats sont appréciées au regard des documents mentionnés ci-dessus.

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le maître d'ouvrage peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics:

En application du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

5.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

5.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme

mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint d'entreprises, l'acheteur exige que le mandataire du groupement soit solidaire.

Article 6 - Présentation de l'offre

6.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.
Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement par lot , complété, daté et signé, le cas échéant
2	Le relevé d'identité bancaire
3	La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) A titre indicatif, le détail des prix est indiqué dans l'annexe financière 02 à l'acte d'engagement - DPGF <u>au format Excel</u> .
4	Le mémoire technique détaillant les points mentionnés à l'article 7 « <i>valeur technique</i> »
5	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
6	L'attestation de visite en annexe correctement complétée pour les lots concernés

6.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par le maître d'ouvrage.
L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.
En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

6.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Les soumissionnaires sont obligés de présenter une offre pour chaque prestation supplémentaire éventuelle obligatoire sous peine de voir leur offre déclarée irrégulière.

Le maître d'ouvrage choisit de retenir ou non ces prestations supplémentaires éventuelles obligatoires lors de la signature du contrat. S'il décide de les retenir, il attribue le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement tenant compte à la fois de l'offre de base et des prestations supplémentaires éventuelles.

- **Lot 20 "FLUIDES SPECIAUX ":**
 - PSE 20-01 Boucle d'eau osmosée EF/EC en inox 316L SMS
- **Lot 22 " DISTRIBUTEUR DE VAPEUR"**
 - PSE 22-01 / PV pour finition tôle isoxal

Aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative n'est prévue.

Si elle est retenue, la PSE ne se substitue pas à la solution de base mais vient s'ajouter aux prestations demandées dans le marché. Le maître d'ouvrage n'est jamais obligé de retenir une PSE, ni lors de la conclusion, ni pendant l'exécution du marché.

6.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaire, à compter de la date limite de présentation des offres.

Article 7 - Critères d'attribution et choix de l'offre

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Pour chaque lot, les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description Lot 4 "FACADES" Lot 16 "PHOTOVOLTAIQUE" Lot 17 "DETECTION GAZ" Lot 21 "CHAUFFERIE VAPEUR" Lot 22 "DISTRIBUTEUR DE VAPEUR"	Pondération
1	Valeur technique	65
	<i>La valeur technique est notée 100 et pondérée à 65% au regard du mémoire technique du soumissionnaire sur 20 pages A4 maximum et détaillant les points suivants</i>	
	<i>Organisation de Chantier</i>	
1.1	Compréhension des contraintes du chantier	10
1.2	Qualité et pertinence des moyens humains au regard de la spécificité du chantier (fournir a minima organigramme fonctionnel de l'équipe dédié au projet et CV des intervenants)	15
1.3	Méthodologie d'intervention et conduite de chantier y compris l'élaboration d'un calendrier détaillé d'exécution, proposition argumentée d'une optimisation du planning prévisionnel transmis dans le DCE, cohérence et transparence avec le CDPGF remis dans le DCE (détail fourni et concordance)	25

1.4	Moyens matériels mis en œuvre et qualité des produits proposés y compris mesures de sécurité	10
	Mesures de développement durable	
1.5	Mesures prises en matière d'évacuation des déchets (économie à la source, valorisation et tri) Schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)	10
1.6	Mesures environnementales que l'entreprise mettra en œuvre en conformité avec les exigences Techniques du CCTP. Mesures pour limiter les consommations d'énergies sur le chantier	15
	Suivi des levées de réserves et des garanties	
1.8	Description de l'organisation de l'entreprise et engagement sur les délais pour les phases : - note méthodologique d'autocontrôle et de mise en service. - remise des DOE - levée des réserves - garantie de parfait achèvement	15
2	Prix	35
	<i>Le prix est noté au regard du montant indiqué dans l'acte d'engagement</i>	

N°	Description Lot 20 "FLUIDES SPECIAUX"	Pondération
1	Valeur technique	65
	<i>La valeur technique est notée 100 et pondérée à 65% au regard du mémoire technique du soumissionnaire sur 20 pages A4 maximum et détaillant les points suivants</i>	
	<i>Organisation de Chantier</i>	
1.1	Compréhension des contraintes du chantier	10
1.2	Qualité et pertinence des moyens humains au regard de la spécificité du chantier (fournir a minima organigramme fonctionnel de l'équipe dédié au projet et CV des intervenants)	15
1.3	Méthodologie d'intervention et conduite de chantier y compris l'élaboration d'un calendrier détaillé d'exécution, proposition argumentée d'une optimisation du planning prévisionnel transmis dans le DCE, cohérence et transparence avec le CDPGF remis dans le DCE (détail fourni et concordance)	25
1.4	Moyens matériels mis en œuvre et qualité des produits proposés y compris mesures de sécurité	10
	Mesures de développement durable	
1.5	Mesures prises en matière d'évacuation des déchets (économie à la source, valorisation et tri) Schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)	10
1.6	Mesures environnementales que l'entreprise mettra en œuvre en conformité avec les exigences Techniques du CCTP. Mesures pour limiter les consommations d'énergies sur le chantier	10
1.7	Valorisation de l'Insertion sociale	5
	Suivi des levées de réserves et des garanties	
1.8	Description de l'organisation de l'entreprise et engagement sur les délais pour les phases : - note méthodologique d'autocontrôle et de mise en service. - remise des DOE - levée des réserves - garantie de parfait achèvement	15
2	Prix	35

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Examen des offres

Pour chaque lot, si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique. Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

Négociation

Pour chaque lot l'INSA se réserve la possibilité de négocier avec les **3** candidats ayant remis les meilleures offres à la suite d'une première analyse réalisée sur la base des critères de jugement des offres mentionnés à l'article 7.

La négociation ne sera menée qu'avec les candidats n'ayant pas déposé une offre inappropriée ou anormalement basse.

Toutefois, si la négociation paraît inutile, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 8 - Modalités de remise des plis

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : www.marches-publics.gouv.fr

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention “

copie de sauvegarde ”- NE PAS OUVRIR

**MARCHE 2025-002 : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA HALLE DE TRANSFERT
TECHNOLOGIQUE - BÂTIMENT B44**

LOT N°

NOM DU SOUSMISSIONNAIRE.....

NUMERO DE SIRET

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

Article 9 -

Attribution du marché

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) en version pdf dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

Article 10 -

Attribution du marché

Les dispositions relatives à l'insertion sociale concernent les lots **01, 02, 05, 06, 08, 09, 13, 15, 18 et 20.**

Les documents particuliers du marché prévoient que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles. La mise en œuvre de l'action s'effectue dans les conditions prévues ci-dessous.

Généralités :

L'INSA s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes par le travail. C'est pourquoi, il a décidé de faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises par le biais de la commande publique, afin de favoriser l'accès à l'emploi de ces personnes.
C'est pourquoi conformément à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, les dispositions ci-dessous s'appliquent.

Publics éligibles :

Les personnes concernées sont :

- Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an
- Bénéficiaires des minima sociaux
- Demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés
- Demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans
- Demandeurs d'emploi de moins de 26 ans sans expérience ou sans qualification

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, au minimum :

Libellé du lot	Nombre d'heures d'insertion minimales
Lot 01-VRD/ESPACES VERTS	200 HEURES
Lot 02-Gros Œuvre	700 HEURES
Lot 05-Etanchéité	100 HEURES
Lot 06-Menuiseries Extérieures	150 HEURES
Lot 08-Menuiseries intérieures	100 HEURES
Lot 09-Platerie	150 HEURES
Lot 13-Peinture intérieures	100 HEURES
Lot 15-CFo-Cfa	200 HEURES
Lot 18- CVC Plomberie Sanitaire	400 HEURES
Lot 20-Fluides spéciaux	200 HEURES

Au total, 2300 heures d'insertion seront réservées à du public en insertion professionnelle

Le respect de ces clauses est une condition de la conformité de l'offre.

Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire :

Le Titulaire peut :

- soit recruter directement,
- soit confier à une ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion), à un GEIQ (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification), à une AI (Association Intermédiaire), ou à une ETT (Entreprise de Travail Temporaire), un certain nombre d'heures de mise à disposition de personnel pour la réalisation des travaux ou des prestations de services,
- soit co-traiter ou sous-traiter une partie des travaux ou des prestations à une EI (Entreprise d'Insertion).

Suivi et bilan de l'action d'insertion :

La maîtrise d'ouvrage, procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Le mandataire du lot devra via le gestionnaire du contrat de travail transmettre à la maîtrise d'ouvrage les justificatifs suivants avant le 12 de chaque mois :

- contrat de travail
- bulletins de salaire
- relevé d'heures mensuel mentionnant l'accompagnement socio-professionnel.

Article 11 -**Litiges et différends**

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse
Tél. : 05 62 73 57 57
Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C
CCIRA de Bordeaux - Mme Stéphanie MARCON
Cité Administrative
2, rue Jules Ferry
33090 BORDEAUX Cedex
Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

.

ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE

Dossier : 2025-002

Objet : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44

Procédure adaptée

Je soussigné :

représentant INSA TOULOUSE

atteste que :

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le, afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de remettre son offre pour le présent marché.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,

Pour INSA TOULOUSE,

Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.